



Carte scolaire

L'État a la responsabilité d'investir les moyens nécessaires à la réussite de tous les enfants dans un système scolaire égalitaire, laïc et gratuit. Or depuis des années on assiste à une baisse constante des moyens investis dans l'école publique. Aujourd'hui, c'est une attaque sans précédent de la part du gouvernement. Ce sont 100 000 emplois à l'Education Nationale qui doivent disparaître en 5 ans.

Qui peut croire que c'est avec moins d'emplois qu'il y aura moins d'élèves par classe, que les enseignants seront mieux remplacés, qu'ils seront mieux formés et que l'on pourra aider davantage les élèves en difficulté ?

Qui peut croire que dans ce contexte de restrictions budgétaires, c'est en affectant les crédits à des mesures fictives, mises en place sans concertation, comme le service minimum ou les stages de remise à niveau... que l'on réduira l'échec scolaire ?

Qui peut croire que c'est en affectant des frais de déplacement dérisoires aux différents personnels, souvent au mépris de la réglementation, que l'on donnera les moyens aux structures existantes d'apporter une aide concrète aux élèves en difficulté ?

Qui peut croire que c'est en remettant sans cesse en cause l'école laïque, ses principes et ses personnels, que l'on combattra l'échec scolaire ?

L'école d'aujourd'hui crée de l'échec scolaire en ne donnant pas aux élèves les conditions d'une bonne scolarité, mais le Ministre répond : « Ce sont les enfants qui sont en difficulté, aidons-les après la classe ». Renvoyer ainsi la responsabilité sur les élèves et les enseignants ne permettra pas de changer la situation. L'État choisit la mise en concurrence, la culpabilisation, la culture du résultat, l'évaluation pour tous. Mais il s'exonère de sa propre obligation de résultats et de moyens.

C'est d'un tout autre investissement dont l'école a besoin.

Pour notre département, déjà durement éprouvé depuis de nombreuses années, ce sont plus de cinquante postes qui seraient nécessaires pour :

- abaisser les effectifs,
- assurer tous les remplacements,
- créer des postes de maîtres supplémentaires pour travailler en petits groupes et rompre l'isolement des petites écoles rurales,
- améliorer la formation des enseignants,
- améliorer l'aide aux élèves en difficulté par le développement des Réseaux d'aides spécialisées...

Face à un État qui n'assume pas son obligation de moyens, nous avons, nous, une obligation de rassemblement !

Enseignants, élus, parents d'élèves,

RASSEMBLEMENT

Mercredi 19 mars, à 18h

Guéret (Inspection Académique)

Nous porterons ce jour à l'Inspecteur d'Académie, en présence des médias, la demande des Creusois de création des postes nécessaires pour la rentrée 2008. Nous lui ferons également part de notre besoin de sérénité pour accomplir notre mission d'enseignant.

**ENSEMBLE, exigeons que l'école donne
à tous les enfants les moyens de leur réussite.**